

Présentation

“Fin(s) de la politique culturelle ?”

Deux questions en une, distinctes, inséparables, que la situation de la culture en France, en Europe et sur les rives de la Méditerranée nous met en demeure de poser. Deux questions que la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur, le Festival d’Avignon et *La pensée de midi* ont souhaité replacer au centre d’un débat trop souvent limité à des “mondes de l’art” traités comme des secteurs autonomes et séparés. Réunis dans la cour baroque du cloître Saint-Louis, un beau jour de festival (auquel les nostalgiques des catégories immuables feront reproche, cette année, d’avoir conjugué à l’excès théâtre et arts visuels), acteurs d’un “Etat culturel” en pleine mutation et chercheurs en sciences sociales ont ouvert leur “boîte à outils” pour tenter de comprendre l’essentiel : quel sens donnons-nous à la culture ? Quel est le rôle de l’art et des artistes dans l’instauration d’un “*lieu de vie possible*”, comme y invitait Michel de Certeau dans *L’Invention du quotidien* ?

Premier sujet de réflexion : la période ouverte par Malraux en 1959 et refondée par Lang en 1981 a pris fin il y a dix ans. Exit la “politique culturelle” conçue comme un projet intellectuel et idéologique. Les “*politiques publiques de la culture*” (Philippe Urfalino) qui lui ont fait suite, sans inspiration et sans projet mobilisateur, ont donné l’impression de parer au plus pressé. Simples “*structures de gestion*” d’un “*Etat intendance*” (Emmanuel Wallon), les ministères successifs et leurs directions centrales n’ont pas su voir ni prévoir les changements intervenus dans un champ largement dominé par l’industrie culturelle, la mondialisation, l’émergence de nouvelles technologies et de pratiques inédites, et la complexité d’une relation public/privé à la croisée des chemins. En France particulièrement, l’échec de la réforme du statut des intermittents, le sabotage des accords Lang-Tasca sur la formation, la réorganisation de l’édition en grands groupes financiers et les avatars de la décentralisation ont semé le trouble dans un domaine exposé aux forces contradictoires d’une politique toujours aussi jacobine et d’initiatives territoriales et associatives, foisonnantes mais fragiles (comme en témoignait cet été “Visa pour l’image” à Perpignan). Après avoir été omniprésent, l’Etat successivement instructeur, incitateur et “séducteur” est-il en train de renoncer à ce qui fut “l’exception culturelle” française pour laisser le champ libre à la seule loi du marché et de la politique locale ? Ou se borner à apporter son soutien à ce que Philippe Urfalino appelle “*l’économie de la vie artistique*” ? Est-ce bien la fin de toute politique culturelle digne de ce nom ?

Deuxième grande question : la crise actuelle impose de nous interroger sur la nature et sur les objectifs de l’intervention culturelle de l’Etat et des collectivités locales. Si Malraux s’était donné comme ambition rien moins que de “rendre accessible” à la communauté des hommes la grandeur des chefs-d’œuvre (du “*petit bonhomme des Cyclades*” à la *Figure au vase* de Picasso) grâce à l’invention du “*musée imaginaire*” et avait redessiné, sans guère de moyens, à grands traits, de manière inspirée et brouillonne, la physionomie du paysage culturel français, Lang entreprit, avec un budget multiplié par deux et un champ d’action élargi à la communication, au cinéma, à l’audiovisuel et à l’ensemble des “arts de faire”, de réformer en profondeur notre “système des beaux-arts” en remplaçant l’Etat au centre de la vie culturelle ; la période qui suivit sembla souscrire au contraire à son désengagement, faute d’élan, faute aussi et surtout de vues d’ensemble et d’objectifs clairs à même de répondre à la question : quelles sont donc les fins de la politique culturelle ?

LA RÉDACTION